

Déclaration

Hubert Védrine répond à un article du journal Le Monde

Hubert Védrine

21 février 2012

À la suite d'un article paru dans le journal *Le Monde* le 27 janvier 2012 concernant la controverse sur le rôle de la France au Rwanda de 1990 à 1994, Hubert Védrine a adressé la lettre suivante aux journalistes qui en sont les auteurs, MM. Ayad et Bernard.

Messieurs,

J'ai lu avec attention votre article paru dans *Le Monde* du 27 janvier Il contient à mon avis des omissions, des erreurs et des passages contestables, à propos desquels je vous écris.

Me concernant, je trouve d'abord tout à fait inexacte la phrase : « les officiers français engagés au Rwanda et leurs relais politiques et médiatiques comme Bertrand Debré, Hubert Védrine, ou Pierre Péan exècrent l'actuel régime Kagamé ».

J'estime bien sûr que ces officiers ont bien le droit de s'exprimer et de rappeler leur mission réelle, étant donné les horreurs que certains ont écrit sur eux, et sur l'opération Turquoise, mais je ne suis pas leur « relais ». Ce n'est pas parce qu'ils me l'ont demandé que je me suis exprimé sur le Rwanda. Si je l'ai fait, bien avant (par exemple en 1996 dans « *Les mondes de François Mitterrand* ») alors que je n'ai jamais été décideur sur le Rwanda, c'est parce que je suis indigné par la façon dont est présentée par certains l'action de la France. Je suis donc intervenu, à plusieurs reprises, pour rappeler ce qui a été la politique de François Mitterrand à partir de 1990, en réaction à la première offensive de Kagamé, puis de François Mitterrand et du gouvernement d'Édouard Balladur avec Alain Juppé à partir de 1993 : aider le Rwanda à résister militairement à une agression extérieure *mais, dans le*

même temps, obliger Hutus et Tutsis à partager le pouvoir. Ce que la France croyait avoir réussi avec les accords d'Arusha et qui explique le retrait de l'essentiel de ses troupes fin 1993. Si Habyarimana a bien été assassiné par des Hutus extrémistes c'est donc qu'il se pliait à ces demandes de la France. Ceci démontrerait que notre politique était un obstacle pour les extrémistes hutus, et non un soutien pour eux.

Dire que « j'exècre » le régime de Kagamé est par ailleurs tout à fait impropre, c'est comme si on écrivait que vous avez l'air « d'adorer » ce régime. Certes, je pense que l'on est aveugle ou amnésique sur la stratégie de Kagamé, dès avant 1990, ce que les juges espagnols ont mieux compris que certains médias français et belges. Je suis allé deux fois, comme ministre, au Rwanda rencontrer le président Kagamé, en 2001 et 2002. Je lui ai dit en substance : « ce qui s'est passé au Rwanda – le génocide et ses suites – est atroce. Mais vous savez très bien que les accusations contre la France sont fausses. Et ne croyez pas que la France veut vous empêcher de redresser votre pays, au contraire, parlons de l'avenir ».

La conversation, qu'il avait acceptée, a été grave, mais directe et loyale. La deuxième fois j'y étais avec Jack Straw, le ministre britannique, et c'est lui qui a fait des reproches à Kagamé sur les droits de l'Homme!

Dans l'ensemble votre enquête est trop partielle. Votre anti-miterrandisme vous conduit à des amalgames qui n'ont rien à voir avec le sujet (Algérie?! Ambiguïté : laquelle??). Vous discréditez les témoignages qui ne vont pas dans votre sens et inversement. Sur Péan, vous ne dites pas que SOS racisme a été débouté en appel, puis en cassation. Vous écrivez, comme pour inspirer la méfiance, que Stephen Smith est un « africaniste », que Besson est pro-serbe comme... Mitterrand alors qu'en réalité celui-ci était plutôt pro-yougoslave et certainement pas pro-Milosevic et que ce n'est pas lui qui a signé avec ce dernier les accords de Dayton/Paris.

Je ne suis pas le « farouche » défenseur de l'action de la France et le « gardien » des archives personnelles de l'ancien Président (sous entendu : on nous cache tout). J'essaie d'expliquer, et donc de défendre, l'action de François Mitterrand, et du gouvernement Balladur/Juppé, donc de la France. Quant aux archives elles se trouvent aux Archives nationales, aux archives du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense.

Il est curieux que vous n'expliquiez pas les buts de la politique française à partir de l'offensive FPR en 1990, et que vous ne mentionniez ni les accords d'Arusha de 1993, ni le jugement de la justice espagnole qui considère que le FPR a sciemment déstabilisé le Rwanda pour avoir un prétexte à intervenir.

Rien non plus sur le rapport de la mission Quilès / Cazeneuve, ni sur la thèse d'Olivier Lanotte, ni sur le rapport de l'ONU sur les 4 millions de morts dans l'est du Congo, ni sur plusieurs articles récents qui corrigent ce que les medias ont cru pouvoir déduire du rapport du juge Trévidic (voir par exemple sur le site MSF).

En conclusion l'enquête objective sur ces événements, et sur cette controverse, reste à écrire.

Avec mes meilleures salutations.